



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Service de la coordination des politiques publiques

Bureau de la coordination  
et des procédures environnementales

Saint-Denis, le 7 février 2025

**ARRÊTÉ N° 2025 - 187 /SG/SCOPP/BCPE**

**modifiant l'arrêté préfectoral n°2023-1814/SG/SCOPP/BCPE du 29 août 2023 autorisant la société BRASSERIES DE BOURBON à exploiter une brasserie et une limonaderie sur le territoire de la commune du Saint-Denis et portant prescriptions complémentaires**

**LE PRÉFET DE LA RÉUNION**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** le décret du 22 août 2023 portant nomination de M. Laurent LENOBLE, sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture de La réunion, sous-préfet de Saint-Denis ;
- VU** le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de M. Patrice LATRON, en qualité de préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;
- VU** l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2023-1814/SG/SCOPP/BCPE du 29 août 2023 portant autorisation environnementale pour la régularisation de l'exploitation d'une brasserie et d'une limonaderie exploitée par la société BRASSERIES DE BOURBON sur le territoire de la commune de Saint-Denis ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2613 du 9 décembre 2024 portant délégation de signature pour l'activité générale des services et l'ordonnancement des dépenses et recette à M. Laurent LENOBLE, secrétaire général de la préfecture de La Réunion et à ses collaborateurs ;
- VU** les modifications notables des installations portées à la connaissance du préfet par la société BRASSERIES DE BOURBON dans son dossier du 16 mai 2024 complété les 03 septembre et 12 décembre 2024 ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 23 décembre 2024 et référencé SPREI/UTNE/7100088/CGa/2024-1990 ;
- VU** le courrier adressé le 26 décembre 2024 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- VU** l'absence d'observation de la société BRASSERIES DE BOURBON sur le projet d'arrêté préfectoral formulée dans son courrier du 29 janvier 2025;

**CONSIDÉRANT** que les modifications envisagées consistent en :

- l'implantation et l'exploitation d'équipements photovoltaïques en toiture d'une partie des bâtiments limonaderie et du hall logistique ;

- la régularisation des rejets canalisés de dihydrogène (H<sub>2</sub>) existants en toiture dont la mention dans le dernier dossier de demande d'autorisation environnementale avait été omise malgré une description du procédé les générant ;
- le déplacement de 3 armoires de stockage de produits dangereux ;

**CONSIDÉRANT** que les modifications projetées dans le dossier porté à la connaissance du préfet le 16 mai 2024 et modifié le 03 septembre et 12 décembre 2024 ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la nature et l'ampleur du projet de modifications ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires afin de prendre en considération les actions proposées par l'exploitant dans son dossier de porter à connaissance du 16 mai 2024 complété les 03 septembre et 12 décembre 2024;

**APRÈS** communication, au pétitionnaire, du projet d'arrêté statuant en vue d'adapter l'encadrement réglementaire du site suite à ces modifications ;

**SUR PROPOSITION** du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – OBJET**

La société BRASSERIES DE BOURBON, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Quai Ouest au lieu-dit Bas de la Rivière sur la commune de Saint-Denis, qui est autorisée à exploiter à la même adresse des installations de brasserie et de limonaderie, est tenue de respecter les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 – CONFORMITÉ AU DOSSIER**

Les équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande de modifications des conditions d'exploiter du 16 mai 2024 et modifié le 03 septembre et 12 décembre 2024.

Ils respectent en outre les dispositions de la section V de l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **Article 3 – MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE : NOUVELLES PRESCRIPTIONS**

#### **Article 3.1 : Colonnes sèches**

Il est rajouté un quatrième point au premier paragraphe de l'article 3.11.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023, rédigé ainsi :

- « deux colonnes sèches en matériaux incombustibles, conformes aux normes et réglementations françaises, alimentant les toitures disposant de panneaux photovoltaïques (toitures des bâtiments limonaderie et hall logistique). Les emplacements des colonnes sèches sont matérialisés sur le sol et sur les bâtiments (par exemple au moyen de pictogrammes qui indique la toiture desservie). Les raccords d'alimentation des colonnes sèches sont accessibles en toute circonstance. »

#### **Article 3.2 : Confinement des eaux d'extinction incendie**

Le quatrième paragraphe de l'article 3.9.6 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est modifié et remplacé comme suit :

« Le volume nécessaire à ce confinement est de 380 m<sup>3</sup> au minimum. »

## Article 4 – REJETS GAZEUX : NOUVELLES PRESCRIPTIONS

### Article 4.1 : Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est remplacé par le suivant :

«

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
Conduit N° 1	Chaudière n°1	4,482 MW	Fioul domestique, gazole non routier, JET-A1	-
Conduit N° 2	Chaudière n°2	4,482 MW	Fioul domestique, gazole non routier, JET-A1	Chaudière de secours, interdiction de fonctionnement en même temps que la chaudière n°1
Conduit N° 3	Traitement d'eau du process limonaderie	-	-	-
Conduit N° 4	Traitement d'eau du process brasseries	-	-	-

»

### Article 4.2 : Conduits et installations raccordées

Le tableau de l'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 est remplacé par le suivant :

«

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm <sup>3</sup> /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	22	0,6	5500	5
Conduit N° 2	22	0,6	5500	5
Conduit N° 3	0,5*	-	30	5
Conduit N° 4	2*	-	30	5

\* Par rapport à la toiture »

### Article 4.3 : Valeurs limites de concentrations dans les rejets atmosphériques

Il est rajouté les tableaux suivants à la fin de l'article 2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 :

«

Paramètre	Conduit n°3 (limonaderie)	
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux kg/an
H <sub>2</sub>	192	45

Paramètre	Conduit n°4 (brasserie)	
	Concentration mg/Nm <sup>3</sup>	Flux kg/an
H <sub>2</sub>	85	20

»

#### **Article 4.4 : Dispositions générales**

Il est rajouté le paragraphe ci-dessous à la fin de l'article 2.1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 :

*« Une zone de 3,5 m est laissée libre entre les canalisations de rejet de dihydrogène et les panneaux photovoltaïques installés en toiture. »*

#### **Article 4.5 : Surveillance des rejets de dihydrogène**

Il est rajouté le paragraphe ci-dessous à la fin de l'article 2.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023 :

*« L'exploitant assure une surveillance des rejets de dihydrogène en faisant effectuer tous les ans par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en H<sub>2</sub>, Cl<sub>2</sub> dans les gaz rejetés à l'atmosphère.*

*L'exploitant transmet les résultats de ces mesures à l'inspection des installations classées. »*

#### **Article 5 – STOCKAGE DES PEROXYDES ORGANIQUES : NOUVELLES PRESCRIPTIONS**

Il est rajouté le paragraphe ci-dessous à la fin de l'article 4.5.4 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2023:

*« Par dérogation à l'article 2.1 de l'arrêté du 10 novembre 2008, l'armoire de stockage des peroxydes organiques est située à moins de 10 mètres des limites de propriétés.*

*Elle est implantée à plus de 10 mètres des installations susceptibles de produire des effets toxiques, thermiques ou de surpression en cas d'incendie.*

*L'armoire de stockage des peroxydes organiques dispose d'un détecteur de fuite relié au poste de garde. »*

#### **Article 6 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

#### **Article 7 – MESURES DE PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté préfectoral complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, elle peut être déférée au tribunal administratif de La Réunion :



- 1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
- 2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

## **Article 9 – OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

## **Article 10 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Copie du présent arrêté est adressée à :

- Mme la maire de la commune de Saint-Denis;
- M. le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) - service de prévention des risques et environnement industriels (SPREI).

Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Laurent LENOBLE